

ET DE RACE CHEZ LES JUIFS

négociations actuelles

Le mythe de l'Exil, qui fut mobilisé pour prôner le retour des Juifs en Palestine tout au long du 19^e siècle et du premier tiers du 20^e, depuis l'instauration de l'Etat d'Israël sur une partie de celle-ci en 1948, à la base de l'idéologie expansionniste de l'Etat hébreu au motif que la Judée (englobant, avec la Samarie, la totalité du territoire actuel de la Cisjordanie), est le berceau du judaïsme et la terre natale des ancêtres de tous les Juifs du monde. On voit bien dès lors la fonction idéologique que l'on fait jouer à l'Exode (en plus de celle, mobilisée de longue date déjà, consistant à culpabiliser les adeptes des autres religions et les citoyens des autres Etats pour la responsabilité supposée de leurs ancêtres dans l'avènement de l'Exil) : elle consiste à prétendre que les habitants actuels de Judée sont les descendants d'envahisseurs et que c'est un juste retour des choses de les en expulser pour y installer les immigrés juifs en provenance de tous les pays. Le besoin de reconnaissance d'Israël comme Etat du peuple juif, qui se traduit en une condition préalable aux négociations avec l'Autorité palestinienne imposée par les gouvernements israéliens successifs, s'inscrit dans la logique de la «récupération» de

tous les territoires de Judée et de Samarie, lesquels se confondent avec la Palestine si même ils ne la débordent pas pour englober certaines portions du Sud Liban, de l'Ouest jordanien et du Sud syrien (le tout formant ce que les extrémistes religieux de l'Etat hébreu appellent le Grand Israël). Autant dire que la satisfaction d'une pareille exigence par les Palestiniens reviendrait à nier leur propre existence en tant que nation et en tant que peuple dont l'histoire, dans sa dimension séculière, ressemble à celle de tous les peuples : à savoir un peuple pluriethnique, pluriconfessionnel et, sur la longue durée, plurilinguistique. Dans cette logique, les autorités israéliennes et les idéologues de l'Etat hébreu passent complètement sous silence le fait que l'Exode n'a concerné en réalité qu'une minorité des habitants de la Judée antique, celle qui représentait l'élite et dont les régimes babylonien et assyrien avaient grand besoin pour se développer. Dans cette éventualité, et comme c'est en général le cas dans tous les mouvements de population dans l'histoire de l'humanité, on peut supposer à bon droit qu'une partie au moins des habitants actuels de Cisjordanie sont originaires de Judée et de

Samarie et sont de même ascendance que les juifs les plus en lignée avec les habitants des royaumes juifs antiques de Judée et de Samarie. C'est plus par acculturation que par colonisation de peuplement qu'ils ont acquis au fil de l'histoire leur appartenance aux peuples arabes, comme quoi la notion de peuple est un construit social et historique qui contraste fortement avec son interprétation idéologique, connotée de racisme, telle que la promeuvent les penseurs juifs depuis l'avènement du sionisme. Ce dernier ayant phagocyté ou à tout le moins influencé tous les autres mouvements intellectuels juifs, on peut imaginer la conséquence immédiate pour le peuple palestinien de la satisfaction d'une pareille exigence : elle consisterait à vider de leur contenu les résolutions 242 et 338 de l'ONU qui lui garantissent, ne serait-ce que dans le principe, le droit à l'instauration d'un Etat national sur les frontières d'avant la guerre des Six Jours.

Ce ne serait pas seulement alors le début d'un processus de dé-crédibilisation de l'instance onusienne : ce serait aussi une façon de faire prévaloir le droit canon en vigueur dans un seul pays – Israël – sur le droit international, de caractère positif,

accepté par les 193 pays membres de l'ONU. Cela ne manquera évidemment pas de conforter tous les extrémismes religieux de par le monde (et en particulier dans le monde musulman, lequel souffre déjà bien assez de leurs méfaits dont le moindre n'est pas le terrorisme aveugle).

Conclusion.

En ces temps de développement exponentiel des armes de destruction massive (dont les armes atomiques ne sont pas les moins dévastatrices), pareille perspective pourrait bien annoncer le commencement de la fin de l'humanité. On prête à André Malraux l'idée selon laquelle le 21^e siècle sera religieux ou ne sera pas : il risque bien dans l'éventualité évoquée de ne pas être, étant donné la virulence de conflits interreligieux et la violence que les extrémistes religieux imposent à la société dans chaque pays où ils en imposent même aux autorités politiques qui se réclament formellement du droit séculier. Mais c'est au Proche-Orient que le sort de l'humanité se jouera de nouveau si non seulement les hommes, mais les Etats ne font pas preuve de conciliation par-delà leurs idéologies religieuses.

A. A.

Tout va bien !

Il est absolument navrant de voir la réaction de nos gouvernants face à la crise alors que le monde entier s'apprête à vivre des bouleversements profonds dans les mois, voire les semaines et même les jours à venir. En l'occurrence, la réponse de Monsieur le Ministre des Finances aux préoccupations légitimes de citoyens algériens inquiets sur le sort du patrimoine financier du pays ne peut, en aucune façon, nous rassurer.

Monsieur le Ministre a ainsi avancé trois éléments sur lesquels il fonde sa sérénité : «Nos placements sont sécurisés sur trois plans : leur capital est garanti, ils sont couverts contre les risques de change et ils sont liquides, c'est-à-dire que nous pouvons les retirer à tout moment», a-t-il dit.

Laissons de côté le fait que la déclaration ne lève en aucune façon les interrogations sur l'opacité de la gestion elle-même de nos avoirs. Mais restons seulement sur la logique défendue.

1- Sur la garantie du capital : L'Algérie aurait ainsi acheté des bons du trésor américain, à faible revenu (en réalité avec un taux de rémunération plus faible que le taux d'inflation mondial) mais à la sécurité totale (l'Etat américain ne pouvant faire faillite). Nous aurions ainsi environ 40% de nos avoirs en dollars et sous forme de T-bonds.

Dans cette logique même, seule donc cette portion de nos avoirs bénéficierait de cette sécurité, ce qui en soi est déjà troublant (pourquoi alors ne pas avoir sécurisé 100% de nos avoirs ?). Mais là où cette logique prend l'eau, c'est lorsqu'il est avancé que ce «capital est garanti». Personne ne disconvient que le capital soit garanti, le problème c'est sa valeur qui ne l'est pas ! La valeur des bons du trésor améri-

cain est bien entendu en relation directe avec la valeur du dollar. S'il advenait que celui-ci perdait de sa valeur, notre capital en fera de même ! Or, la valeur du dollar va baisser inéluctablement et de façon importante. Les Etats-Unis (comme la plupart des Etats européens du reste) sont surendettés. Les derniers événements (négociation sur le relèvement du plafond d'endettement américain et baisse des Bourses mondiales) montrent clairement que le monde s'oriente vers une récession désormais inévitable.

Le remboursement de la dette est, pour longtemps, impossible par un mécanisme vertueux, c'est-à-dire par la croissance. Pas de croissance (autour de 0% actuellement, en négatif pour bientôt) pas de nouvelles recettes fiscales, donc pas de possibilités de faire face à la dette par ce biais.

Que reste-t-il alors pour ne pas déclarer la faillite ? L'austérité et l'augmentation des impôts seront insuffisants, aggraveront la récession et entraîneront de graves troubles politiques et sociaux. La dévaluation de la monnaie par l'inflation devient la seule issue. Le dollar pourra ainsi perdre jusqu'à 30% de sa valeur pour rééquilibrer les déficits et diluer du même coup les créances détenues dans le monde (Chine, Japon, Algérie...). Autrement dit, pour acquérir un quelconque bien, qu'il soit industriel, alimentaire ou autre, il faudra déboursier, dans ce cas, 30% de plus ! Ce qui revient à dire que nos avoirs en dollars auront perdu 30% de leur valeur (soit le tiers de 173 milliards de dollars) !

Ce raisonnement aurait pu n'être que de la théorie. Malheureusement, les marchés nous montrent que c'est exactement ce qui est en train de se passer. En réalité et par rapport à l'or par exemple, le dollar a déjà perdu

plus de la moitié de sa valeur en deux années, passant de 800-1000 dollars l'once en 2009 à 1700-1800 dollars actuellement. Et c'est loin d'être fini. Nous pouvons donc logiquement conclure ici, que le dollar est effectivement en train de perdre de sa valeur et que par effet direct, nos avoirs en réserve également. Cela, sans compter que cet argent est immobilisé pour rien !

2- Sur la garantie contre le risque de change. En diversifiant nos avoirs sur deux principales monnaies (dollar et euro), nos argentiers pensent se donner une garantie en cas de fluctuation de change ; une monnaie gagnant en valeur ce que l'autre perdrait. Cela aurait été vrai s'il n'y avait que ces deux monnaies sur les marchés de change, s'il s'agissait de la seule alternative. Or, les marchés offrent de multitudes issues à des investisseurs et à des spéculateurs cherchant refuge pour fuir les risques. L'euro étant tout aussi gravement malade que le dollar (bien que pour d'autres raisons), les fonds fuiront et le dollar et l'euro à la fois. Cela explique l'actuelle valorisation de l'or, de l'argent métal, des matières premières ainsi que plusieurs autres devises tels le Yuan, le Yen (malgré un surendettement japonais), le franc suisse, etc.

Autrement dit, miser sur le dollar et l'euro à la fois est un mauvais choix qui aggravera notre situation et ne peut en aucun cas garantir «le taux de change» !

3- Concernant la liquidité de nos avoirs. Puisque c'est le cas, il faut alors vite les transformer en valeur sûre. Il aurait été intelligent, dès le départ, de les laisser en sécurité en Algérie, sous forme d'hydrocarbures dans le sous-sol. Mais puisque notre «or noir» a été exhumé, nous aurions pu prévoir la situation actuelle et transformer

nos avoirs en or (avec d'autres, je l'ai proposé en octobre 2009). Nous aurions pu également agir avec plus de confiance en soi et avoir une démarche prospectiviste : depuis au moins 2008, plusieurs secteurs industriels dans le monde sont en souffrance. Il fallait alors racheter partiellement (et à très bon prix) des entreprises performantes, dans certaines activités en relation avec nos choix de développement et d'investissement nationaux. Des négociations sérieuses en liant l'apport de capital de l'Algérie et l'ouverture de certains de nos marchés à ces mêmes entreprises nous auraient fait gagner sur plusieurs points : protéger nos avoirs, s'introduire dans les secteurs industriels mondiaux, former nos élites de managers et d'industriels, répondre à nos besoins nationaux par le biais d'entreprises internationales liées à nos propres intérêts. Cela n'a pas été notre choix. Cela n'a jamais été discuté.

4- Question subsidiaire : D'aucuns poseront la question pourquoi donc des pays comme la Chine auraient-ils misé sur le dollar et les bons du trésor américain ? Seraient-ils, eux aussi, si naïfs pour prendre le risque de perdre des centaines de milliards de dollars ? En effet, la Chine, premier créancier des Etats-Unis, détient 1 160 milliards de dollars en T-Bonds et de ce fait semble être en mauvaise posture. Pourtant, à voir de plus près, le choix chinois est des plus rationnels. D'abord, relativement à sa population, la Chine est beaucoup moins exposée que l'Algérie (rapport de 1 à 5 !). Deuxièmement, ce capital en dollars n'est pas la contrepartie d'une matière première extraite à contre-courant de ses intérêts mais le produit d'une montée en puissance de l'économie productive, elle-même résultant

Par Soufiane Djilali*

de la délocalisation depuis 30 ans de l'industrie américaine et plus largement occidentale vers ce pays. La Chine a échangé ses dividendes en dollars contre l'acquisition de la technologie, le savoir, le développement. C'était le gage qu'elle devait offrir pour son expansion. C'était le prix qu'elle devait mettre pour s'offrir les marchés américains et européens. Par ailleurs, dans le cadre d'une «guerre géostratégique», que représenteraient 1 160 milliards usd pour décrocher la position enviée de première puissance mondiale qu'elle est en passe de devenir ? Rappelons au passage que les Etats-Unis ont déjà dépensé plus de 3 000 milliards de dollars dans leur guerre à l'Irak. Sans succès !

Quant à l'Algérie, quels étaient les termes de notre échange avec les Etats-Unis ? Nous leur avons donné notre pétrole contre du papier imprimierie qui, d'un coup, peut ne plus valoir que le coût de son impression ! Notre échange ne s'est pas fait au profit du peuple algérien mais «de la stabilité» du pouvoir ! En conclusion, il n'est jamais trop tard pour bien faire. Nos avoirs sont, malgré les dénégations de Monsieur le Ministre des Finances, en danger. Il est d'ores et déjà illusoire de penser tout récupérer «sain et sauf». Mais avec une volonté politique sincère et surtout sensible à l'intérêt national et une vision économique sérieuse, des choix bien plus heureux auraient dû être faits. Pour la suite, gageons que nos gouvernants viendront nous dire «Allah galeb, tout allait très bien chez nous, mais la crise nous est tombée dessus venant, comme toujours, de l'étranger !»

S. D.

*Coordinateur de Jil Jadid